



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Procédure adaptée ouverte

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique

MARCHE N° 2573S02MP

**ACCORD-CADRE RELATIF À L'ORGANISATION DE L'INAUGURATION DES
NOUVEAUX LOCAUX DE LA CCI SAVOIE**

POUVOIR ADJUDICATEUR

Chambre de Commerce et d'industrie de la Savoie

13 allée du Lac de Constance

CS 83831 73371

Le Bourget du Lac Cedex

Site web: www.savoie.cci.fr;

info@savoie.cci.fr

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cellule de la commande publique: marches@savoie.cci.fr

SOMMAIRE

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.....	1
1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 – Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Présentation des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 – Sous traitance.....	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
5 - Protection des données à caractère personnel	5
6 - Durée et délais d'exécution.....	5
6.1 - Durée du contrat	Erreur ! Signet non défini.
7 - Prix	6
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
7.2 - Modalités de variation des prix.....	6
8 - Garanties Financières.....	6
9 - Avance	6
10 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)	6
11 - Modalités de règlement des comptes.....	6
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
11.2 - Présentation des demandes de paiement	6
11.3 - Délai global de paiement.....	7
11.4 - Paiement des cotraitants.....	8
11.5 - Paiement des sous-traitants.....	8
12 - Conditions d'exécution des prestations	8
13 - Développement durable.....	8
14 - Constatation de l'exécution des prestations	9
14.1 - Vérifications	9
14.2 - Décision après vérification	9
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	9
16 - Pénalités.....	9
16.1 - Pénalités de retard.....	9
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	9
16.3 – Autres pénalités spécifiques.....	10
17 - Assurances.....	10
18 - Clause de réexamen.....	10
19 - Résiliation du contrat	11
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	11
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	11
20 - Règlement des litiges et langues	11
21 - Dérogations	12
22 – Clauses techniques particulières.....	12
22.1 - Lot n° 1 – prestations de location de chapiteaux	12
A). Chapiteaux	12
B. Aménagement et équipement.....	13
C. Contraintes et obligations	13
22.2 - Lot n° 2 – service traiteur - cocktails.....	18
A. le repas.....	18
B. Les boissons.....	19
C. Matériel et personnel	19
C. Aspects techniques	19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCP) concernent : les prestations relatives à l'organisation de l'inauguration des nouveaux locaux de la CCI Savoie, prévue le **LUNDI 19 MAI 2025**.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

CCI Savoie
13 allée du Lac de Constance
73 370 LE Bourget du Lac

1.2 – Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 6 lots :

Lot(s)	Désignation	Montant maximum en € HT
01	Location de chapiteaux et prestations annexes	30 000€
02	Service de traiteur	20 000€
03	Service de sureté et de sécurité et service de vestiaire – Petit lot	1 200€
04	Animation musicale groupe - Petit lot	1 200€
05	Animation musicale DJ - Petit lot	1 200€
06	Prise de vues / photos - Petit lot	1 200€

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Petits lots :

Les lots suivants seront passés selon une procédure sans publicité ni mise en concurrence, distincte de la présente consultation, conformément aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-8 ou L. 2123-1 et R. 2123-1 2° du Code de la commande publique :

- ☞ Lot n°03 : *Service de sureté et de sécurité et service de vestiaire*
- ☞ Lot n°04 : *Animation musicale groupe*
- ☞ Lot n°05 : *Animation musicale DJ*
- ☞ Lot n°06 : *Prise de vues / photos*

1.3 - Type d'accord-cadre

Les accords-cadres avec un montant maximum, est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant maximum de l'accord-cadre représente une limite de dépenses. Il convient de noter que le titulaire du marché ne pourra émettre aucune réclamation si ce montant n'est pas atteint.

1.4 - Présentation des bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix forfaitaires et des prix unitaires
- Le cahier des clauses particulières (CCP),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse technique OBLIGATOIRE

3 – Sous traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer précisément les prestations et leur montant HT dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Le titulaire ne peut en aucun cas, faire intervenir une tierce personne non déclarée au marché et sans l'accord du pouvoir adjudicateur, ni se faire remplacer par un candidat de son groupement sans autorisation.

La non-déclaration d'un sous-traitant entraînera des pénalités correspondant à un montant forfaitaire de 1000 € par constat de sous-traitance non déclarée.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ». Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

6 - Durée et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale qui débute à compter de la date de notification du contrat et se termine avec **l'achèvement total** des prestations soit le 20 Mai 2025.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de déplacement et d'hébergement éventuels pour toutes les réunions nécessaires à la réalisation de la prestation).

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Aucune avance ne sera accordée.

10 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à envoyer à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/>

A défaut de production des pièces, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

11.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Identifiant Structure : 18733001400015

Code service : ETB100

Numéro d'engagement juridique : N° bon de commande ou N° de marché/contrat

Pour tout renseignement concernant les factures, le mail du service de facturation est le suivant : fournisseurs-savoie@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

11.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

11.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur dans les conditions suivantes :

La notification du marché et de ses avenants sera effectuée via le profil acheteur PLACE. En revanche, il n'est pas prévu de notifier les bons de commande ou tout autre document faisant courir un délai via la PLACE.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 10 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Dans ce cadre, le CV du nouvel intervenant encadrant devra être transmis au pouvoir adjudicateur pour validation.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

13 - Développement durable

Il est prévu un critère environnemental dans l'exécution de l'accord-cadre.

Les lots ci-après prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Lot n° 1 : Location de chapiteaux et de prestations annexes

- Respect de l'environnement pendant la prestation
 - Utilisation de matériaux écologiques et recyclables
 - Gestion des déchets
- Lot n° 2 : Service traiteur
- Respect de l'environnement pendant la prestation
 - Gestion des déchets
 - Utilisation de produits locaux, écolabels

14 - Constatation de l'exécution des prestations

14.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par le Service Évènementiel.

14.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS. Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 1 000,00 €.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 100,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 – Autres pénalités spécifiques

Motifs	Montant forfaitaire (€TTC)
Pénalités pour mauvaise exécution (objectifs non tenus)	100 € par constat
Pénalités pour non-exécution de la prestation	100 € par constat
Pénalité pour non-respect des exigences contractuelles du CCP	100 € par constat
Pénalités pour non déclaration de sous-traitance	1000 € par constat

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Ajout ou modification de prestation dans le bordereau de prix :

Exceptionnellement si les prix au bordereau de prix ne permettent pas de chiffrer la prestation sur demande du pouvoir adjudicateur. Le titulaire proposera un prix sous réserve de justifier ce dernier. En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) et sont intégrés dans le bordereau de prix.

Modifications ou nouvelle condition d'exécution des prestations dans le respect du budget imparti :

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Dérogations

- L'article 5 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 15 du CCP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 19 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021

22 – Clauses techniques particulières

22.1 - Lot n° 1 – prestations de location de chapiteaux et prestations annexes

- Voir les photos « plans d'implantation » ci-après

matériel étant destiné à accueillir du public, la prestation et le matériel doivent être conformes aux réglementations en vigueur.

Un extrait du registre de sécurité doit être obligatoirement fourni à la notification du marché pour la constitution du dossier de sécurité. Le titulaire devra obligatoirement être présent lors de la commission de sécurité si celle-ci doit se réunir.

L'installation des chapiteaux commencera le vendredi 16 mai à 8h00 et devra être achevée le lundi 19 mai 2025 à 14h00.

Le nettoyage des bâches des chapiteaux devra être effectué par l'installateur à la fin du montage des chapiteaux.

Le démontage des chapiteaux sera effectué à partir de 8H00 le mardi 20 mai 2025 et terminé au plus tard à 18h le même jour.

Une visite sur site est prévue pour permettre au prestataire d'adapter sa réponse et d'être force de proposition quant aux aménagements proposés.

A noter qu'une coordination avec les autres prestataires (traiteur, équipe de sécurité, groupe musical et DJ notamment) sera nécessaire pour mener à bien le projet. Une réunion de coordination avec tous les prestataires sera organisée par la CCI afin de préparer au mieux l'évènement.

A). Chapiteaux

- **Installation de chapiteaux** sur la zone dédiée (voir plan) pour une capacité d'accueil de 700 personnes maximum.
- L'installation devra prévoir une zone dédiée pour le traiteur, pour l'accueil des visiteurs et un vestiaire.
- ⇒ Nous souhaitons, si cela est possible, que l'entrée du bâtiment CCI Savoie soit mise en valeur dans le projet (début du chapiteau au niveau de l'entrée par exemple)
- Pas de plancher
- Les chapiteaux devront être reliés
- Les chapiteaux devront être dotés d'un registre CTS
- Bâche chapiteau blanche, toit opaque et/ou translucide, aspect neuf, fenêtres transparentes ou côtés transparents.

- Possibilité d'ouverture : étudier la faisabilité d'une ouverture partielle ou totale des chapiteaux en cas de beau temps, et préciser les contraintes techniques associées.
- Gouttières de jonction entre structures comprises.

B. Aménagement et équipement

- Éclairage :
 - Mise en place d'un éclairage adapté pour assurer une ambiance agréable et festive et une bonne visibilité (intérieur et extérieur).
- Mobilier (les quantités pourront être ajustées avant l'événement en fonction des demandes du traiteur.
- ⇒ Le prestataire peut nous conseiller sur ces dernières en fonction du visitorat attendu et de la taille des chapiteaux) :
 - 50 tables mange-debout
 - 25 tables 120x80 pour le traiteur
 - 100 chaises hautes
 - 12 tables buffet
- Un scène pour les discours, le groupe de musique et le DJ
 - Pour une capacité de 10 personnes - 2mx5m ou 3mx4m
 - Prévoir un éclairage de scène de face
 - Une décoration de scène serait appréciée
- Sonorisation : système de sonorisation adapté à la capacité d'accueil, aux discours et aux animations musicales (Groupe et DJ) comprenant :
 - Une sonorisation face scène et tout au long du chapiteau (un haut-parleur tous les 6/7mètres)
 - Retour sono sur le podium
 - 4 micros HF
- Sanitaires mobiles : Entre 6 et 8 sanitaires gérés et nettoyés par le prestataire tout au long de la soirée. Le prestataire précisera leur implantation sur le plan
- Un barriérage sera à prévoir pour bloquer l'accès aux véhicules du parking où sera installé le chapiteau
- **PSE Obligatoires**
 - Une décoration du chapiteau (ballons / volumes, éclairages, arche d'entrée...)
 - Thème CCI entre lacs et montagnes
 - Moquette sur les cheminements
- ⇒ Toute solution complémentaire permettant d'améliorer l'aménagement et le confort des participants peut être décrite dans le cadre de réponse Obligatoire.

C. Contraintes et obligations

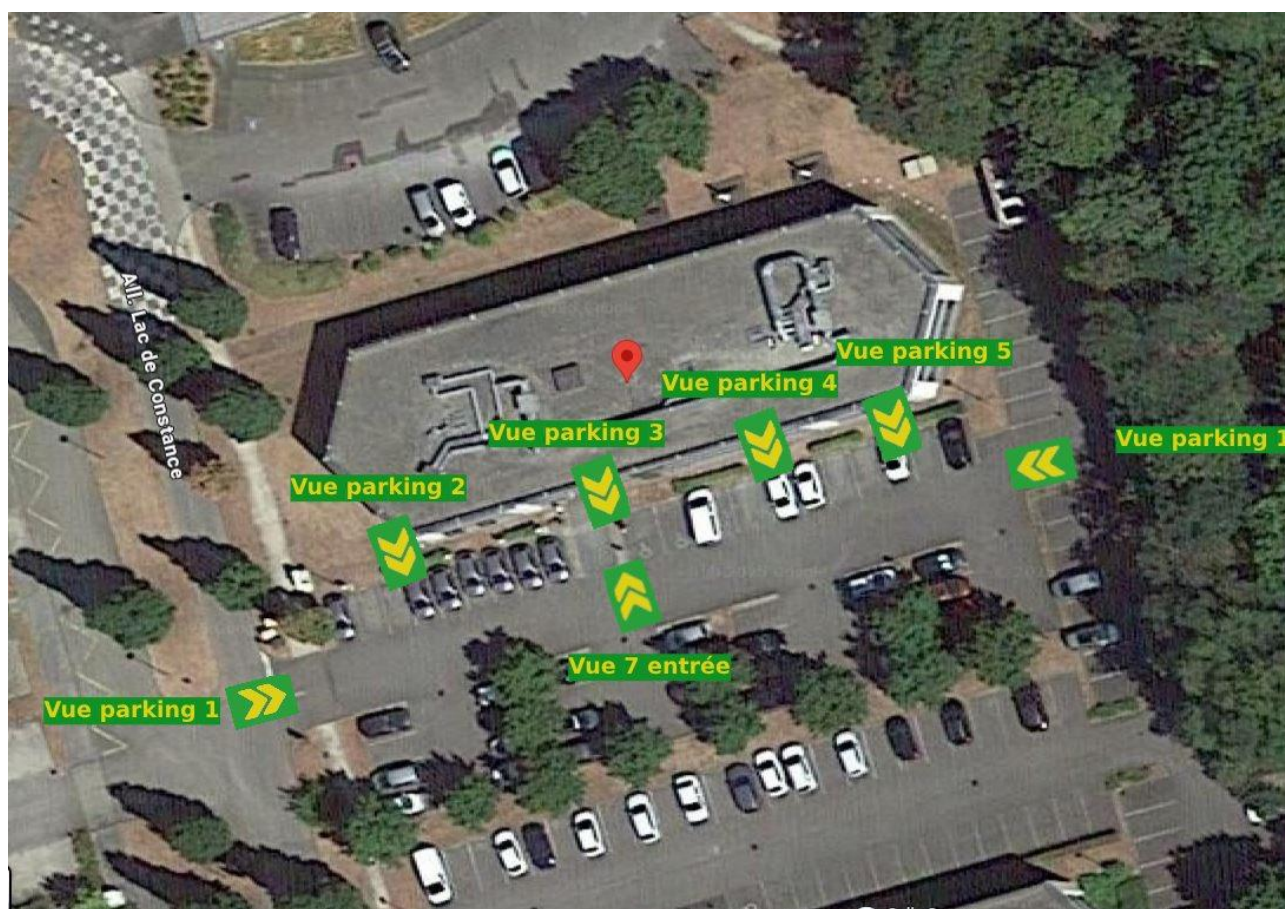
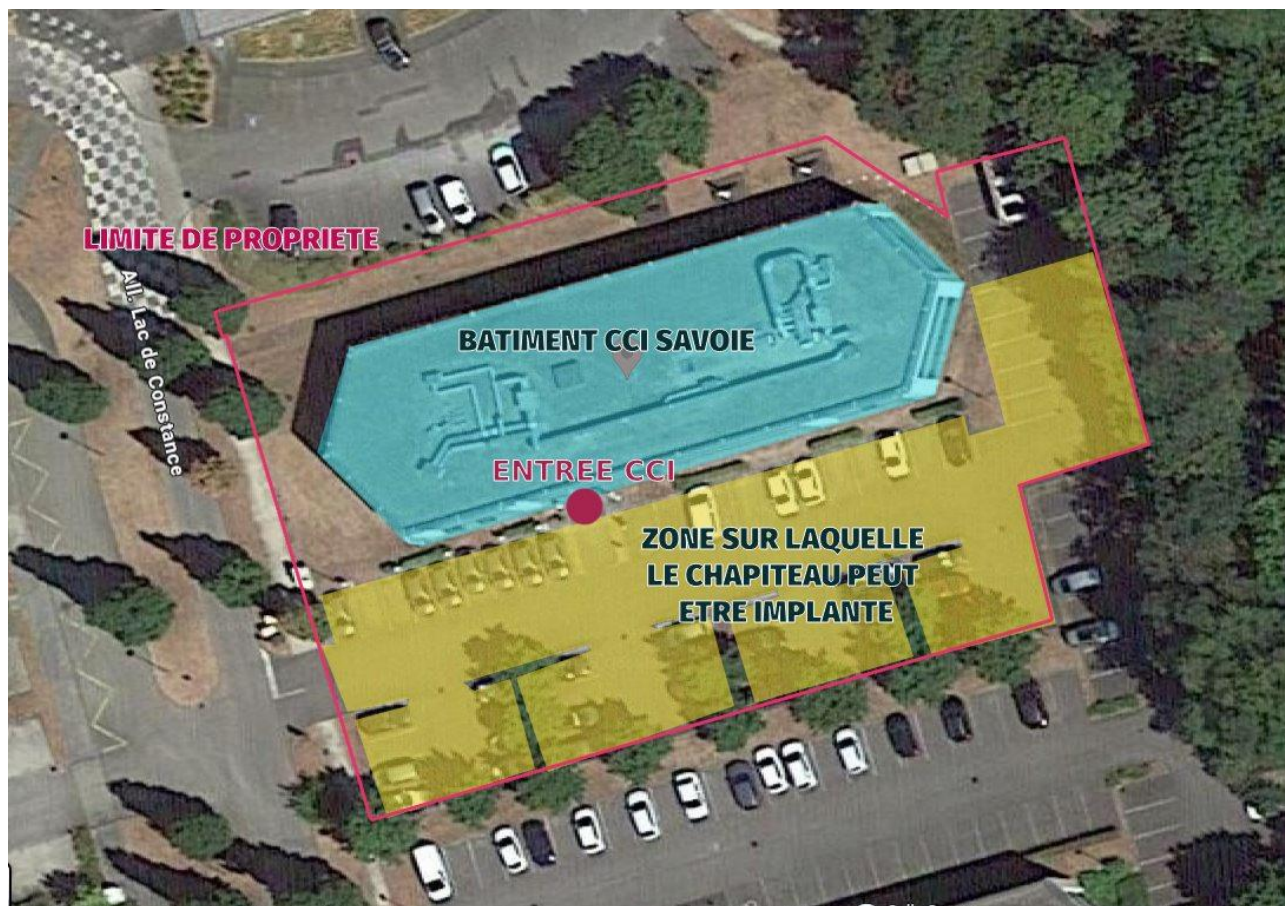
- Une animation est prévue durant l'événement sous le chapiteau. Les détails techniques et les besoins des intervenants ne sont pas encore finalisés. Le prestataire devra prévoir une certaine flexibilité pour s'adapter à ces exigences une fois connues.
- ⇒ Plan d'implantation :

Le prestataire fournira un visuel dans sa réponse : un plan d'implantation et une vue 3 D du projet ou une photo d'une installation similaire.

- Respect des réglementations en vigueur concernant les Normes de sécurité, incluant :
 - Stabilisé et ancrage des structures.
 - Accès PMR (personnes à mobilité réduite).
 - Respect des normes incendie.

Conditions de livraison

- Livraison sur le lieu de la manifestation, montage et démontage.





Vue parking 1



Vue parking 2



Vue parking 3



Vue parking 4



Vue parking 5



Vue parking 6



Vue 7 – entrée principale du bâtiment

22.2 - Lot n° 2 – service traiteur - cocktails

Cocktail dinatoire le lundi 19 mai à partir de 20h00 pour environ 400 à 600 personnes.

La soirée inaugurale de la CCI Savoie va débuter aux alentours de 18h00 et se déroulera comme suit :

- 18h00 : visite du nouveau bâtiment
- De 18h30 à 19h30, des softs pourront être servis aux personnes qui auront fait les 1^{res} visites
- 19h30 : discours inaugural
- 20h00/20h15 : début du buffet / cocktail et des animations musicales
- 23h30 : fin de la soirée

La thématique retenue est : CCI Savoie, entre lacs et montagnes.

A. le repas

- Le prestataire proposera dans sa réponse 2 solutions à minima :
 - Une version cocktail avec pièces salées, froides et chaudes, pièces sucrées
 - **PA Obligatoire** : Une version plat unique (croziflette, raclette, autres ...) et pièces sucrées
- ⇒ Le prestataire est libre de faire des propositions complémentaires
- Merci de privilégier les produits de saison, de qualité, issus de circuits courts

B. Les boissons

- Softs : Jus de fruits / eau pétillante (eau plate : eau du robinet carafe)
 - Café
- ⇒ **PSE Obligatoire** : Sélection de vins locaux :

Une ou deux propositions de vin rouge, et de vins blancs en accord avec les mets proposés.

La proposition précisera une estimation du nombre de bouteilles par type de boissons et le coût associé

Condition spécifique : Les vins et l'eau plate seront peut-être fournis par un partenaire. Le prestataire devra préciser dans sa réponse les conditions et les frais éventuels liés aux droits de bouchon pour le service des vins et des eaux minérales plates fournies par le client.

Le prestataire devra être autonome en ce qui concerne la connaissance des lieux et des installations. Respect des délais et des contraintes de timing : le service doit être fluide et sans attente excessive.

C. Matériel et personnel

- Le prestataire devra prévoir la mise à disposition, l'installation et l'enlèvement du matériel nécessaire (plateaux, couverts, verrerie, etc.).
- Le prestataire devra également mettre à disposition le personnel nécessaire pour le service et garantir une couverture adéquate en cas de défaillance d'un membre du personnel. Le nombre de personnes sera précisé dans la réponse
- Le mobilier sera fourni par un autre prestataire (lot 1). Le prestataire devra néanmoins préciser ses besoins en matériel (nombre de tables pour le dressage des buffets et nombre de mange-debout préconisés)
- La proposition précisera les coûts de personnel et de matériel

C. Aspects techniques

- Communiquer les contraintes et besoins techniques spécifiques (ex : capacité et branchements électriques, stockage, disposition et les quantités de tables...) pour une organisation optimale de l'espace.
- Modalités de livraison, d'installation et de retrait du matériel (pour information, les chapiteaux seront en place le 19/05/25 à partir de 14h00. Le démontage pourra se faire à partir de 23h30 le 19/05/25 (fin de la soirée)
- Le nombre exact de convives pour le repas sera confirmé le **6 mai 2025**.
- Une animation est prévue durant l'événement (un groupe de musique, DJ, autres...). Les détails techniques et les besoins des intervenants ne sont pas encore finalisés. Le prestataire devra prévoir une certaine flexibilité pour s'adapter à ces exigences une fois connues.